

Prix de thèse sur l'habitat social attribué par l'Union sociale pour l'habitat et la Caisse des Dépôts

Bref aperçu des thèses citées au palmarès

*
* *
*

LAURÉATE DU PRIX 2014

Lucie Bonnet

« La métamorphose du logement social. Faire de l'habitat le support de capacités »

Thèse en Sociologie dirigée par Laurent Thevenot, soutenue le 03 décembre 2013 à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales.

Résumé :

La question du logement au cours de ces dernières décennies a été régulièrement portée sur l'espace public, à travers la situation des sans-abri, les mécanismes de ségrégation spatiale, les menaces que font peser des logements insalubres sur l'intégrité physique de leurs occupants, ou les difficultés d'accès au logement dans les grandes métropoles des jeunes générations. L'énoncé rapide de ces problèmes publics suffit à indiquer que le logement peut être associé à l'exercice de diverses capacités : préserver sa santé, être compté comme citoyen à part entière ou être en capacité de mener à bien ses projets d'études ou d'emploi. C'est précisément à une analyse systématique des capacités reconnues aux personnes dès lors que le logement est qualifié comme enjeu de politiques que ce travail a été consacré. La thèse analyse comment des acteurs vont qualifier le rapport des personnes aux lieux qu'elles habitent, sélectionner les aspects pertinents et importants de ce rapport, et définir les principes et les actions auxquels un logement doit venir en soutien.

Une première partie fait retour sur l'histoire des politiques du logement, pour envisager dans la durée différentes conceptions de ce qu'un logement doit permettre d'assurer aux personnes logées. À partir de cet éclairage historique, la thèse se concentre ensuite sur des acteurs impliqués dans la mise en œuvre des politiques du logement, et qui en débattent. Sont utilisés à la fois des matériaux d'enquêtes originaux, supposant un recours privilégié à l'observation, et un appareil théorique, qui permet de conceptualiser dans les termes d'une sociologie pragmatique en quoi différentes conceptions de ce qu'un logement assure s'affrontent ou se négocient sur les différents terrains étudiés. Une seconde partie se

concentre ainsi sur les politiques dédiées au logement des personnes dites défavorisées. Elle étudie les argumentaires mobilisés par des acteurs associatifs et des groupes militants qui se situent dans une posture d'interpellation du logement social, dans sa capacité à rendre effectif le droit au logement, mais qui vont aussi débattre des frontières entre logement et hébergement, en référence à une visée d'autonomisation des personnes accueillies. Une troisième partie est consacrée à une analyse comparative de trois organismes de logements sociaux. Elle étudie les dynamiques de changement à l'œuvre dans ces organisations, en plaçant au centre de l'analyse la manière dont les définitions de ce qui doit être garanti aux locataires sont remises à l'ouvrage au cours de ces transformations. Elle décrit ensuite le travail des agents œuvrant au contact direct des locataires, pour comprendre ce que saisissent de leurs activités de nouvelles méthodes gestionnaires, organisant le contrôle de la qualité de service rendu au locataire.

Coordonnées : 06.79.34.48.60 ; bonnet.lucie@gmail.com

*
* *
*

PRIX SPÉCIAL DU JURY

Rachid Kaddour

« Quand le grand ensemble devient patrimoine : réflexion sur le devenir d'un héritage du logement social et la fabrication du patrimoine à partir de cas exemplaires en région stéphanoise »

Thèse en Géographie et Aménagement dirigée par Georges Gay et Jacqueline Bayon, soutenue le 13 mai 2013 à l'Université Jean Monnet de Saint-Etienne.

Résumé :

Cette thèse s'intéresse au devenir des grands ensembles, un demi-siècle après leur livraison. Pour ce faire, elle se penche sur les attendus et attentes de leur gestion par les organismes d'HLM. Dans une logique monographique, la réflexion porte sur les quartiers Sud-Est de Saint-Etienne. Il s'agit de quatre grands ensembles de logements sociaux exemplaires, dont deux particulièrement contrastés : celui de Beaulieu, l'un des six premiers de France, occupé depuis l'origine par une population socialement mixte, réhabilité dans les années 2000 et labellisé *Patrimoine du xx^e siècle*, et celui de Montchovet, réorienté dans les années 1980 vers une fonction d'accueil de familles en difficulté et aujourd'hui en voie de démolition quasi-totale.

Il est fait le choix de décrypter l'apparente contradiction de ces deux devenirs en utilisant pour clé de lecture ce qui apparaît comme un fil rouge des actions menées sur ces quartiers Sud-Est : la notion de patrimoine, dans ses sens tant immobilier et notarial que culturel. Qu'est-ce que les opérations de valorisation de patrimoine(s) menées dans les grands ensembles du sud-est de Saint-Etienne disent du devenir de ces derniers ?

L'analyse fine, dans l'épaisseur historique, permet d'expliciter une démarche globale portée par les organismes : des groupes HLM anciens, emblèmes d'une certaine idée initiale de l'habitat social pour tous (et non pour les seuls démunis) sont consolidés et imposés comme modèles pour la réhabilitation, aux sens matériel et juridique du terme, des grands ensembles paupérisés. En somme, c'est un retour aux sources qui est tenté.

Cette analyse, restituée aux organismes d'HLM stéphanois du fait de la réalisation de la thèse dans le cadre du dispositif CIFRE, offre à ceux-ci de quoi porter un regard réflexif sur leur action, susceptible de l'enrichir.

Coordonnées : *rachidkaddour@yahoo.fr*

*
* *
*

PRIX SPÉCIAL DU JURY

Sarah Carton de Grammont

« **Savoir vivre avec son temps.** Bref précis de cité-jardinage moscovite postsoviétique, comprenant quelques ruses symboliques de politique locale en période de libéralisation économique extrême, divers conseils et tours de main sur l'art du bon voisinage avec les fantômes, ainsi qu'un menu requiem pour des efforts de bonheur »

Thèse en Anthropologie sociale et Ethnologie dirigée par Marc Abélès, soutenue le 05 décembre 2013 à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales.

Résumé :

Avec une approche pragmatique considérant les émotions dans leurs dimensions politique et performative, la thèse – fondée sur des matériaux historiques et un terrain immersif dans une cité-jardin moscovite classée, soumise à des logiques spéculatives exacerbées, et dont les habitants se sont constitués en autogestion politique – décrit l'art de savoir vivre avec son temps dans la Russie des années 1990-2000.

Pour cela, elle déploie le temps lui-même : faillé, accéléré, suspendu ; syncrétique, hétérogène, polymorphe. Et explicite ce que le temps fait à l'espace – et ce que l'espace fait au temps. Elle examine, notamment, la fabrique performative de la communauté et du localisme ; la brutalité du changement, ce que l'argent fait au temps, mais aussi ce que le temps fait à l'argent et à son hyper-puissance du moment ; les débats politiques du micro au macro, les anciennes et nouvelles valeurs et leur valeur pratique et morale à l'aune du présent et de ses avenir, de ses passés, de ses avenir d'antan ; comment la présence des absences – des morts de la Grande Guerre Patriotique, des acteurs et des victimes des répressions – (dé) structurent les rapports sociaux, et comment on les organise socialement ; les scansions du rythme effréné et perpétuellement catastrophiste de la société globale ; l'In-fini de l'instant. Ce travail défend la monographie comme méthode et comme genre :

accès à des niveaux de réel autrement inatteignables ; non-renoncement au surcroît d'intelligibilité offert par la posture holiste, laquelle permet de montrer les processus d'action/rétroaction des enjeux de différents domaines de la vie sociale saisie dans la pluralité croisée de ses dynamiques.

Coordonnées : 01.42.43.77.20. / 06.75.65.08.26 ; sarah.cartondegrammont@wanadoo.fr

THÈSES REMARQUÉES PAR LE JURY

Muriel Cohen

« Des familles invisibles : politiques publiques et trajectoires résidentielles de l'immigration algérienne (1945-1985) »

Thèse en Histoire dirigée par Annie Fourcaut, soutenue le 7 juin 2013 à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Résumé :

L'immigration algérienne des années 1950-1970 reste largement pensée comme une immigration masculine et temporaire, logée en bidonvilles et dans les foyers Sonacotra. Pourtant, pendant cette période, le nombre de familles algériennes en France est passé de quelques milliers à 100 000 environ. Arrivées dans des contextes politiques et sociaux différents, avant et après l'indépendance, elles ont connu des trajectoires résidentielles variées.

Cette recherche s'est appuyée à la fois sur une analyse approfondie des statistiques et des archives administratives et politiques disponibles, sur des entretiens et les archives de Monique Hervo, « établie » dans les bidonvilles et les cités de transit de Nanterre. Elle combine ainsi l'analyse des politiques menées à l'échelle nationale, des pratiques des acteurs locaux, et de l'expérience vécue des migrants.

À partir de ces matériaux inédits, une autre image de l'immigration algérienne se dessine. Si une minorité de ces familles a connu les bidonvilles et les cités de transit, la plupart ont surtout connu comme les ouvriers de l'époque les taudis des centres villes, les chambres meublées, mais aussi pour certaines un accès précoce au logement social, qui s'est accéléré dès la fin des années 1960. Les mesures prises pour améliorer les conditions de logement des familles étrangères installées en France ont largement bénéficié aux familles algériennes - en dépit de discriminations de la part de certains bailleurs sociaux -, du fait de l'ancienneté de leur implantation et de la taille des familles.

Dans le même temps, la présence des bidonvilles a été utilisée comme prétexte à une politique d'immigration familiale discriminatoire. Cette thèse montre comment le logement a servi à sélectionner les familles algériennes autorisées à s'installer en France.

Coordonnées : (001) 609-216-2963 ; murielcohen_c@hotmail.com

Camille Devaux

« L’habitat participatif : de l’émergence d’une initiative habitante à son intégration dans l’action publique »

Thèse en Aménagement et Urbanisme dirigée par Jean-Claude Driant, soutenue le 25 novembre 2013 à l’Université de Paris Est Créteil.

Résumé :

Depuis le début des années 2000, émergent sous le vocable « habitat participatif » des initiatives portées par des groupes d’habitants désireux de concevoir et de gérer collectivement un programme immobilier au sein duquel ils disposeraient d’un logement privatif et partageraient des espaces. Des acteurs institutionnels tels que les collectivités territoriales et les organismes d’Hlm se sont progressivement saisis de ces projets d’abord circonscrits au milieu habitant pour conduire des actions en faveur de leur développement.

Cette thèse interroge les modalités selon lesquelles cette initiative habitante qu’est l’habitat participatif a émergé dans le champ de l’action publique pour y être à présent intégrée et faire l’objet d’un article dans la loi pour l’Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR). A l’issue d’une première partie de cadrage de la recherche, la genèse de l’habitat participatif en France est retracée, à partir de ses références et des acteurs qui le composent historiquement : les habitants. La thèse propose ensuite une analyse du processus de mise en politique de l’habitat participatif : l’origine de la convocation de la puissance publique, ses modalités et l’intérêt porté par les collectivités et les organismes d’Hlm à ces initiatives sont alors analysés. Le processus de mise en politique apparaît alors avant tout comme tourbillonnaire. Des éléments précis quant à la traduction concrète de l’engagement des acteurs institutionnels sont avancés en dernier lieu et ouvrent sur une mise en débat des rapports entre acteurs-habitants et institutions.

Coordonnées : 06.84.34.92.67 ; camilledevaux.cd@gmail.com

Pierre-Édouard Weill

« Sans toit ni loi ? Le droit au logement opposable. Recours à la justice administrative et rationalisation de l’action publique »

Thèse en Sociologie dirigé par Vincent Dubois, soutenue le 20 septembre 2013 à l’Université de Strasbourg.

Résumé :

La thèse porte sur la genèse et la mise en œuvre du droit au logement opposable (DALO). Elle adopte une approche transversale de l’action publique, pour mieux révéler les logiques sociales de ses transformations. Menée au niveau national et dans quatre départements contrastés (Paris, Yvelines, Bas-Rhin, Vosges), l’enquête articule les méthodes qualitatives et

quantitatives. Elle donne à voir un processus de rationalisation de l'action publique par le recours à la justice, tout en pointant ses limites et ses effets pervers.

Trois principaux résultats sont mis en valeur. Premièrement, la conduite de l'action publique intègre la critique sociale par le droit. Deuxièmement, le traitement du recours à la justice des demandeurs de logement sert une reprise en main par l'État d'une politique fortement décentralisée, qui reste cependant inachevée. Troisièmement, une obligation de résultat en matière de droit au logement légitime paradoxalement un ciblage croissant de l'intervention publique.

Coordonnées : 06.61.39.44.61 ; pierre-edouard.weill@univ-paris1.fr